

mons peut-être une responsabilité relativement à la défense?

M. Cadieux: Voilà une question très précise et je ne crois pas que je puisse y répondre. Je pense que l'accord général veut que toutes les forces maritimes que le Canada a versées à l'OTAN soient aussi employées pour la défense du Canada et des États-Unis. Si maintenant vous considérez cette région particulière expressément pour la défense des États-Unis, alors je crois que nous y serions entraînés.

• 1255

M. Matheson: Donc, monsieur, pour être plus précis, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a commencé ses remarques en mentionnant nos partis pris en faveur de la paix. Si nous pouvions jouer un rôle ici, nous aimerions le faire. Or, ne perdant pas de vue que la sauvegarde de la paix peut très bien comporter des opérations militaires dans une région s'étendant de 10 degrés au nord à 10 degrés au sud de l'équateur et ne perdant pas de vue que les États-Unis et d'autres pays ont des régions tropicales où ils peuvent généralement agir, le Canada garde-t-il présente à l'esprit l'importance pour nous de l'entraînement, des opérations et ainsi de suite, des relations particulièrement étroites avec nos voisins des Antilles?

M. Cadieux: Nous sortons à peine d'un exercice sur l'île Vieques, ce qui était de l'entraînement à des opérations dans la jungle.

M. Matheson: S'agit-il d'une opération canadienne uniquement?

M. Cadieux: Certainement et nous avons maintenant une équipe qui s'en va en Australie pour s'initier à une sorte différente de milieu, soit celui du désert et qui, nous le croyons, en reviendra avec une connaissance réelle. Nous ne cessons d'entreprendre ces exercices.

Le président: Il est maintenant près d'une heure et il y a deux membres qui veulent poser des questions. J'espère qu'ils pourront les faire aussi brèves que possible. Nous sommes ici depuis maintenant deux heures. Il y a monsieur Herridge, qui n'est pas membre du Comité et puis il y a monsieur Macquarrie.

M. Herridge: Eh bien, monsieur le président, à titre d'ancien membre de ce Comité je ne pouvais résister à la tentation de poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une couple de questions pour éclaircir les débats et je serai très bref.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sait quelle est notre politique dans le Nou-

veau parti démocratique. Nous étions en faveur de nous retirer de l'OTAN le jour où cela devenait une alliance nucléaire. L'honorable Paul Hellyer, qui à un moment donné était ministre de la Défense nationale, était en principe de notre avis relativement à cette politique. Vous vous rappelez qu'il était autrefois opposé aux armes nucléaires. Nous sommes aussi en faveur de nous retirer du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD). J'ai écouté aussi bien que je le pouvais la déclaration du ministre. Est-il exact de dire que le ministre est en désaccord avec cet aspect de la politique internationale du Nouveau parti démocratique?

M. Martin (Essex-Est): Je pense qu'il serait juste de dire que le ministre est en désaccord avec plusieurs aspects de la politique du Nouveau parti démocratique.

Des voix: Oh, oh.

M. Herridge: J'ai une autre question. A un moment donné le Premier ministre a promis à la Chambre qu'une nouvelle négociation de l'accord Bomarc serait examinée. Le ministre peut-il renseigner le Comité sur ce qui est arrivé depuis que cette promesse a été faite?

M. Martin (Essex-Est): Une partie de ces questions ont déjà été réglées.

M. Herridge: Vous voulez parler d'une nouvelle négociation de l'accord Bomarc?

M. Martin (Essex-Est): Monsieur Brewin a présenté une défense très éloquente de la proposition à laquelle vous faites allusion. Elle reflète une division au sein de votre parti.

M. Herridge: J'ai bien peur que non. Mais monsieur Martin, le premier ministre a-t-il... Les membres de notre parti ont présumé qu'une nouvelle négociation de l'accord Bomarc serait menée pour sortir de ce théâtre d'opération. Qu'est-il arrivé à ce sujet?

M. Martin (Essex-Est): Nous allons de l'avant et dans les années 70 il nous faudra voir quelle est la situation.

M. Herridge: Donc la situation est inchangée à ce jour?

M. Martin (Essex-Est): C'est exact.

Le président: Monsieur Macquarrie?

M. Macquarrie: Monsieur le président, il y a près d'une heure que j'ai levé la main.

Le président: Je suis désolé de ne pas m'en être aperçu.

M. Macquarrie: Je déteste avoir l'impression d'être un pauvre type, mais parce qu'il est près d'une heure, je ne poserai qu'une